

pas de plus sûr moyen d'effrayer le capitaliste en quête de placements, que de créer, à l'étranger et même en Canada, l'impression que les choses vont mal et que la main-d'œuvre chôme. Le chômage engendre le chômage, comme l'activité engendre l'activité. Pour fournir du travail à la main-d'œuvre qui peut en manquer actuellement, c'est du capital qu'il faut, et le capital ne s'engagera chez nous que dans la mesure de confiance que la situation canadienne inspirera. Toute la tactique des honorables députés de la gauche, en matière de critiques fiscales, tend à miner la confiance dans le domaine commerciale et industriel; c'est toujours là qu'ils en viennent. C'était leur refrain au commencement de la période décimale après notre avènement au pouvoir: lamentations, gémissements sur le sort des Canadiens sans travail obligés d'aller en chercher aux Etats-Unis; sur la situation pitoyable des affaires en général; augures funestes, et toute la litanie. Autrement dit, rien n'a été oublié de ce qui pouvait détourner les bailleurs de fonds portés à placer en Canada. Notre prospérité ne doit rien à mes honorables amis de la gauche, qui ont tout fait pour essayer de la ruiner.

Voyons l'effet de semblable nouvelle venant d'ailleurs. La plupart des journaux ont publié cette dépêche télégraphique transmise de Vienne, Autriche par la Presse Associée, le 28 février dernier. Je prie les honorables députés d'en écouter la lecture et de se demander ensuite s'ils seraient bien disposés à placer leurs fonds là:

Convocation d'une conférence sur le chômage.  
L'Autriche cherche le moyen d'atténuer la misère qui règne actuellement  
(Câblegramme de la Presse associée.)

Vienne, Autrice, 28 février.—Le Chancelier Johann Schober a convoqué ce jour une conférence économique pour examiner le moyen de soulager la misère résultant du chômage qui sévit comme jamais en Autriche.

Il a demandé à quatre-vingts représentants de l'industrie, du commerce, de la banque, et du travail de se constituer en commission et de lui faire rapport dans huit jours sur les mesures à prendre pour remédier à la situation incessamment.

D'après les rapports, il y a en Autriche 450,000 familles obligées de vivre avec une indemnité de 25 cents par semaine.

Après avoir pris connaissance de pareille nouvelle se trouverait-il quelqu'un disposant de capitaux, qui songerait encore à les placer en Autriche? Eh bien, je dis à mes honorables amis de la gauche, qui reprochent au ministre du Travail de n'avoir pas convoqué une conférence pour discuter cette question, que cette convocation eût fait hésiter les bailleurs de fonds des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Europe à placer en Canada. Je dis plus: même nos gens projetant de s'éta-

[Le très hon. Mackenzie King.]

blir dans les affaires ou d'étendre leurs opérations eussent hésité, à cause d'une pareille décision de la part du gouvernement fédéral; car l'acte d'un gouvernement presuppose une raison d'agir. Nous avons compris la situation en Canada, et je puis dire à mes honorables amis de la gauche qu'en présentant leurs vœux au ministère, les représentants du Conseil des Métiers et du Travail ont dit au ministre du Travail ainsi qu'à moi-même et à d'autres membres du Gouvernement, que nous avions bien fait de ne pas convoquer de conférence. L'opposition a prétendu que le ministre aurait dû suivre l'exemple du président Hoover. Ne se rend-elle pas compte qu'il lui arrive souvent de nous proposer précisément ce que, d'autre part, elle prend plaisir à nous reprocher, soit prendre exemple sur les Américains. A quoi se résuma pour l'ouvrier la conférence convoquée par M. Hoover? A ceci: une fois les différents groupes réunis, celui du travail fut prié de ne pas insister sur sa demande de relèvement des salaires. Nos syndicats ouvriers ont dit très franchement au Gouvernement qu'il avait bien fait de ne pas convoquer de conférence, et nous préférions leur avis à celui des honorables membres de l'opposition.

Ajouterai-je que durant les trois premières sessions de la présente législature, on a beaucoup parlé d'immigration, on a souvent dit que nous avions besoin d'intensifier l'immigration. Les honorables députés de la gauche ne cessaient de dire qu'il fallait ouvrir les portes toutes grandes et faire venir les immigrants en plus grand nombre. L'honorable député de Vancouver-Nord (M. McRae) présenta un amendement à la motion invitant la Chambre à voter les crédits, amendement dans lequel il prônait un projet gigantesque qui nous aurait amené des multitudes d'immigrants, et ses collègues de la gauche l'appuyaient. Le résultat réel de leur propagande a été de faire venir dans notre pays un plus grand nombre d'immigrants qu'il n'en serait venu normalement, et quelques-uns de ces immigrants sont aujourd'hui sans emploi. Je veux maintenant signaler à la Chambre et particulièrement à mes honorables amis de l'extrême-gauche. Consultons les procès-verbaux des législatures qui ont précédé celle-ci. Qu'y voyons-nous? Au cours des trois premières sessions, le parti tory a toujours réclamé une immigration plus intense. C'est toujours durant les premières sessions d'une législature qu'ils ont demandé cela. Pourquoi? Pour activer la concurrence du travail. Puis, à la veille des élections générales, ils ont toujours cessé de parler d'immigration pour se plaindre du chômage comme ils le font maintenant. Si jamais mes honorables